



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Chalon-sur-Saône  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 24/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NATRAN**

Le chêne à la Guilleminote  
71350 Palteau

Références : AV/MB/2025/C\_57  
Code AIOT : 0024600015

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement NATRAN implanté Le chêne à la Guilleminote Station de compression de Palteau 71350 Palteau. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NATRAN
- Le chêne à la Guilleminote Station de compression de Palteau 71350 Palteau
- Code AIOT : 0024600015
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NaTran (ex Grt Gaz) exploite sur l'ensemble du territoire national 32 527 km de réseau de canalisations de transport de gaz naturel, 26 stations de compression et 8 interconnexions avec les réseaux adjacents.

La station de compression et d'interconnexion de canalisations de gaz naturel est l'une des 26 stations et se situe sur la commune de Palleau, commune située en limite nord du département de la Saône-et-Loire (71).

Cette station se situe sur l'axe nord-sud du réseau et est en interface centrale de la nouvelle canalisation Val de Saône (DN1200), entre Voisines et Etrez.

Les activités de la station de Palleau sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° DLPE/BENV-2015-349-2 pour l'exploitation de la station de compression du 15 décembre 2015 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2021.

En 2025, le groupe Grt Gaz a changé de dénomination pour NaTran (sans changement de SIRET donc sans changement d'exploitant).

Ces activités sont encadrées par les rubriques 3110 (autorisation) et 4718-2 (déclaration) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site est soumise à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » et ne relève pas du statut « Seveso ».

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                         | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Consistance des installations - cessation partielle       | Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 1.1           | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 3  | Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 5             | Susceptible de suites                                                                                      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 6  | Prévention des risques technologiques                     | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.1.1 - 7.1.2 | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 10 | Ressources en eau                                         | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015,                       | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | d'extinction et moyens de lutte contre l'incendie | article 7.6.3           |                                                                                                     |                                                                                                                     |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                | Référence réglementaire                                                              | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Registre MCP                                                     | Code de l'environnement du 18/03/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116 | Sans objet        |
| 4  | Protection des milieux                                           | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.2.3 - 4.3.4                              | Sans objet        |
| 5  | Entretien des installations de traitement - Contrôles des rejets | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.4.4 - 4.4.7 - 4.4.9                      | Sans objet        |
| 7  | Contrôle électrique et protection contre la foudre               | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.5 - 7.2.6                              | Sans objet        |
| 8  | Vérifications périodiques des réseaux de gaz                     | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.8.3                                    | Sans objet        |
| 9  | Surveillance des zones pouvant être à l'origine de risques       | Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.4 - 7.5.9                              | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est relevé quatre non-conformités donc deux ont fait l'objet de retours à la conformité (dépassement en MES sur un des points de rejets en 2023 et absence d'inscription du site dans le registre MCP).

Les deux non-conformités restantes sont liées à l'absence

- d'exercice annuel sur le site avec essais des matériels, depuis la réorganisation de NaTran en janvier 2024,
- de contrôles trimestriels et annuels des rejets atmosphériques (en raison du nombre d'heure de fonctionnement des installations).

Par ailleurs, plusieurs demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives sont formulées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre MCP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/03/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>R. 515-114 :<br>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li><li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li><li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li><li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li><li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li><li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li><li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li><li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li></ul><br>II. Ces informations sont communiquées :<br>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none"><li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li></ul> [...]<br>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »<br><br>R.515-115 :<br>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, |

des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

#### Constats :

**Constat 01-18032025 : non-conformité :** l'Inspection a vérifié le registre MCP (mise à jour en mars 2025) et l'installation NaTran n'est pas enregistrée.

Post-inspection, l'exploitant a enregistré son établissement. Il a transmis la preuve de dépôt le 21 mars 2025.

La non-conformité relevée est donc levée post-inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Consistance des installations - cessation partielle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Installations de compressions

**Prescription contrôlée :**

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité)                                                                                       | Nature de l'installation                                                                                                                        | Critère de classement        | Seuil du critère | Volume autorisé |
|----------|--------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------|-----------------|
| 3110     | A      | Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW | Installation 1 – Atelier A: 49,279 MW - 1 turbine de 32,7 MW-1 turbine de 16,3 MW-1 chaudière procédé de 0,25 MW - 1 réchauffeur d'air de 0,029 | Puissance thermique nominale | 50MW             | 52,666MW        |

|         |    |                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                        |    |     |
|---------|----|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|----|-----|
|         |    |                                                           | 0 , 0 2 9<br>MWInstallation 2 –<br>atelier B:<br>3 2 , 9 7 9<br>M W - 1<br>turbine de<br>32,7 MW-1<br>chaudière<br>procédé<br>de 0,25<br>M W - 1<br>réchauffeu<br>r d'air de<br>0 , 0 2 9<br>MWPuissan<br>cethermiq<br>u e<br>maximale<br>cumulée<br>d e s<br>turbines:<br>4 9<br>MWInstallation3: 3<br>M W - 1<br>g r o u p e<br>électrogèn<br>e de 3<br>MWAutres<br>appareils<br>d e<br>combustio<br>n: 0,108<br>M W - 3<br>chaudières<br>tertiaires<br>de 0,037<br>MW, 0,029<br>M W et<br>0,042 MW |                                                                        |    |     |
| 4718-2b | DC | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris | Présence de gaz naturel dans les canalisations de la station                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Quantité totale de gaz naturel ou assimilé susceptible d'être présente | 6t | 12t |

|        |    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                              |                                                  |      |   |
|--------|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------|---|
|        |    | GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène) | decompression y compris les appareils accessoires connectés (filtres, compresseur) à la Pression maximale en service de l'ouvrage (70,4 bar) |                                                  |      |   |
| 2925-1 | NC | Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')                                                                                                                                                                                                                                                                | Chargeurs et onduleurs des locaux (TGBT, Interconnexion, C2A, C1A, C1B)                                                                      | Puissance maximale de courant continu utilisable | 50kW | - |
| 4331   | NC | Liquides inflammables de catégorie 2 ou de catégorie 3                                                                                                                                                                                                                                                           | 10 tonnes d'effluents liquides et 10 tonnes d'égouttements                                                                                   | Quantité susceptible d'être présente             | 50t  | - |



|      |    |                                                                                              |                                                                   |                                                    |       |   |
|------|----|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------|---|
|      |    | catégorie 3                                                                                  | e s<br>avantélimi<br>nation en<br>déchets                         |                                                    |       |   |
| 4719 | NC | Acétylène                                                                                    | P o s t e à<br>s o u d e r<br>1bouteille<br>de 0,8 m <sup>3</sup> | Quantitésu<br>sceptible<br>d ' ê t r e<br>présente | 250kg | - |
| 4725 | NC | Oxygène                                                                                      | P o s t e à<br>souder1bo<br>uteille de 1<br>m <sup>3</sup>        | Quantitésu<br>sceptible<br>d ' ê t r e<br>présente | 2t    | - |
| 4734 | NC | Produitspé<br>t r o l i e r s<br>spécifiques<br>e t<br>carburants<br>d e<br>substitutio<br>n | 1réservoir<br>aérien de 1<br>m <sup>3</sup> de FOD                | Quantitésu<br>sceptible<br>d ' ê t r e<br>présente | 250t  | - |

A (autorisation), D (Déclaration), NC (Non classé)

+ Article 1.3.1 et 1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015

#### Article 1.3.1

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### Article 1.3.3

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Constats :**

L'exploitant a porté à la connaissance de la préfecture de Saône-et-Loire, en février 2024, la cessation partielle de l'unité de compression au titre de la rubrique 3110 avec la mise à l'arrêt définitif de l'unité de compression correspondant à la turbine de 16,3 Mwth dite C2A. Cette notification est sans incidence sur le classement du site. Il n'y a donc pas de notification de cessation ou d'études à mener relative à la cessation d'activité.

Dans son courrier, l'exploitant indique les étapes suivant de mise en sécurité :

- la mise hors gaz et hors fluide auxiliaire de l'unité C2A ;

- mise en béton ultérieure des canalisations ;
- dé raccordement physique du réseau de transport.

Le démantèlement physique interviendra dans un second temps à l'horizon 2029.

Le jour de la visite, l'exploitant précise que la mise en béton (ou éventuellement retrait des canalisations) sera réalisée lors du démantèlement physique des équipements.

**Constat 02-18032025** : l'exploitant indique que les vannes d'isolement ont été supprimées et que l'installation C2A est bien hors énergie.

**Constat 03-18032025** : les huiles ont été retirées des machines. La collecte est réalisée dans une cuve enterrée de 10 m<sup>3</sup>. La vidange de cette cuve n'a pas encore été réalisée.

Le devenir de l'installation est en négociation avec la marque SOLAR.

Il est rappelé à l'exploitant de bien conserver tous les justificatifs du retrait de tout ou partie des équipements.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Constat 02-18032025 : l'exploitant transmettra des justificatifs de la mise en sécurité (suppression des vannes et mise hors énergie).

Constat 03-18032025 : l'exploitant transmettra un justificatif d'élimination des huiles dès que la vidange de la cuve sera réalisée.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 3 mois

#### **N° 3 : Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 20/08/2021, article 5

**Thème(s)** : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations des polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

| Paramètres                                                             | Conduits<br>n°1, 2 et 3 |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| Concentration en O <sub>2</sub> de référence                           | 15 %                    |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> (en mg/Nm <sup>3</sup> ) | 80                      |
| CO (en mg/Nm <sup>3</sup> )                                            | 85                      |

Les valeurs limites d'émission fixées ne s'appliquent pas au groupe électrogène (conduit n°4) destiné aux situations d'urgence. Pour cet appareil, l'exploitant s'engage à le faire fonctionner moins de 500 heures par an et à faire un relevé annuel des heures d'exploitation.

#### Conditions de respect des valeurs limites :

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées:

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 %, qui pour un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO: 10 %
- NOX : 20 %

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Les flux annuels de polluants émis par l'ensemble des turbines dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

| Paramètres                                       | Flux horaire       | Paramètres<br>Flux horaire | Flux annuel           |
|--------------------------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------|
|                                                  | Turbine n°1 ou n°2 | Turbine n°3                | Ensemble des turbines |
| NO <sub>x</sub> (en équivalent NO <sub>2</sub> ) | 6,75 kg            | 3,45 kg                    | 89 000 kg             |
| CO                                               | 7,65 kg            | 3,81 kg                    | 100 000 kg            |

#### Constats :

L'exploitant a indiqué :

- Durée de fonctionnement installation en 2023 : 55h pour la turbine C1A et 9h pour la turbine C1B (0h pour la turbine C2A)
- Durée de fonctionnement 2024 : 11h au total pour l'installation (10h pour la C1A et 1 h pour la C1B)

Dans ces conditions d'un faible fonctionnement des installations, l'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle annuel des rejets atmosphériques en 2023 et 2024. De la même manière, les contrôles trimestriels ne sont pas réalisés (pas de fonctionnement sur 3 mois consécutifs de l'installation).

Le fonctionnement de l'installation est fortement lié au contexte géopolitique. Il est donc difficile de dire l'évolution pour les années à venir.

**Constat 04-18032025 : non-conformité** : le dernier contrôle annuel date de du 18 octobre au 22 novembre 2021. Les derniers contrôles trimestriels datent du 1er et du 2ème trimestre 2022. L'exploitant n'a pas fait réaliser les contrôles trimestriels et annuels des installations en 2023 et 2024.

A noter que si cette situation perdure, le site sera dans le cas de figure de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 même si l'installation n'est pas déclarée comme fonctionnant moins de 500 h/an.

*Article 30 « Mesure pour les appareils fonctionnant moins de 500 h/an. Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences fixées à la présente section, des mesures périodiques sont exigées a minima :*

- toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 20 MW, - toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW.

La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans. »

De plus, les fiches techniques « combustion » précisent également page 35 que "L'installation n'est pas mise en service uniquement pour réaliser les mesures périodiques, excepté si le dernier contrôle périodique date de plus de 5 ans. Pour les installations qui ne seraient pas techniquement en mesure de faire réaliser des mesures agréées (de par la configuration des émissaires), d'autres méthodes de mesure peuvent être autorisées. Une méthode de contrôle par échantillonnage est possible dans le cas d'un exploitant possédant un nombre important d'appareils de mêmes caractéristiques."

L'exploitant peut demander à ce que lui soit appliqué les dispositions de l'article 30 lorsque l'installation fonctionne moins de 500 h/an.

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'un système prédictif de l'estimation des émissions est en cours de déploiement au sein du groupe NaTran. Ce dispositif n'est pas encore déployé sur le site de Palteau (priorité aux sites fonctionnant le plus), il pourrait être déployé en 2025 ou 2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Constat 04-18032025 : l'exploitant réalisera les contrôles semestriels et annuels demandés dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021. Il pourra demander que lui soit appliqué les dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 dans le cas de figure rencontré ces dernières années.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Protection des milieux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.2.3 - 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 4.2.3

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou dispositif de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Ce ou ces dispositifs font l'objet d'une vérification annuelle par une personne qualifiée.

##### Article 4.3.4

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux pluviales l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce ou ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

Les derniers contrôles annuels du disconnecteur (type BA) ont été réalisés les 03 juillet 2023 et 12 août 2024. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle, à chaque fois, il est indiqué un fonctionnement correct du dispositif et un bon état du filtre.

Les deux vannes guillotines (fonctionnement manuel) des bassins de rétention des eaux pluviales sont contrôlés par l'exploitant de manière annuelle (maintenance suivi par GMAO, avec consigne et entretien si nécessaire). La dernière manipulation a été réalisée en juillet 2024 (tracée dans la GMAO).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Entretien des installations de traitement - Contrôles des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 4.4.4 - 4.4.7 - 4.4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

**Prescription contrôlée :**

Article 4.4.4

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.7

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,

- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### Article 4.4.9

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales après traitement dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration définies ci-après :

| Paramètres                        | Concentrations instantanées (mg/l) |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| Matières En Suspension (MES)      | 35                                 |
| Demande Chimique en Oxygène (DCO) | 125                                |
| Hydrocarbures                     | 10                                 |
| Azote Kjeldal                     | 30                                 |

#### Constats :

Les curages sont réalisés sous marché cadre (avec l'entreprise Biajoux), le dernier bordereau de suivi des déchets est présenté par l'exploitant (via Trackdéchets). Le dernier curage des séparateurs a été réalisé le 02 juillet 2024. La quantité éliminée est de 4 m<sup>3</sup> (2 séparateurs, réseaux EP et nettoyage bassins) .

L'exploitant a transmis les résultats des analyses des eaux pluviales pour les années 2023 et 2024.

**Constat 05-18032025 : non-conformité** : un dépassement en MES est observé sur le point dit « bassin station » en 2023 (190 mg/l au lieu de 35 mg/l). Une observation sur la couleur est également faite.

Les résultats pour 2024 sont conformes.

La valeur trop élevée en MES en 2023 est justifiée par l'exploitant : un chantier de terrassement à proximité du bassin STATION était en œuvre depuis le mois d'août 2023 (mise à l'arrêté de la turbine C2A).

Ceci peut expliquer la couleur terre et la présence de matière en suspension (MES) en quantité importante dans l'eau de ce bassin où a été réalisé le prélèvement.  
Les nettoyages réalisés en 2024 à l'issue des travaux de terrassement ont permis un retour à la conformité des rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Prévention des risques technologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.1.1 - 7.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire et zonages

**Prescription contrôlée :**

Article 7.1.1. - Inventaire des produits dangereux

L'exploitant a, à sa disposition, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation si elles ont été établies ou vérifiées depuis moins de 5 ans.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Il tient en permanence cet état à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Article 7.1.2. - Zonages internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques et systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le classeur des FDS. La mise à jour est réalisée une fois par an et la dernière mise à jour date de février 2025.

**Constat 06-18032025 :** l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature des produits dangereux détenus. Toutefois, ce registre ne présente pas les quantités présentes dans l'installation.

L'exploitant a bien identifié les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Les zones sont matérialisées par des panneaux et affiches sur le site et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques et systématiquement tenu à jour. Le



plan de synthèse (disponible dans le POI) est affiché à plusieurs endroits du site et notamment à l'entrée au poste d'accueil.

La nature exacte du risque (affichage par pictogramme) et les consignes à observer sont présentes à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci (par exemple sur les armoires ou locaux produits chimiques)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 06-18032025 :** l'exploitant mettra à jour le registre des produits dangereux détenus en ajoutant les quantités présentes. Il transmettra cette mise à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Contrôle électrique et protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.5 - 7.2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Article 7.2.5. - Installations électriques - mise à la terre

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

[...]

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. [...]

Article 7.2.6. - Protection contre la foudre

[...] L'établissement dispose d'un dispositif d'alerte permettant d'anticiper les orages dans un rayon de 20 km autour du site. L'exploitant établit une procédure de gestion en cas de déclenchement d'alerte foudre.

**Constats :**

Les contrôles électriques annuels sont réalisés par l'APAVE. Le dernier date du 04 au 07 octobre 2024. L'exploitant a présenté le rapport. Une seule observation est faite par le bureau de contrôle : un disjoncteur dans une armoire n'était pas fonctionnel. L'exploitant a justifié du remplacement du disjoncteur le 08 octobre 2024 (annotation sur le rapport papier et action tracée dans la GMAO du site). L'exploitant utilise également le suivi via la plateforme de l'APAVE, APOGEE. Le cadre d'exploitation fait le point tous les 2 mois sur les non-conformités ou les observations restant à solder.

Concernant la disposition foudre contrôlée, l'exploitant dispose d'un abonnement METEORAGE. En heure ouvrée, l'exploitant est prévenu par mail et téléphone en cas d'impact dans l'emprise de la station. Un agent qualifié du site réalise le contrôle visuel post-impact en cas d'impact

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>signalé par METEORAGE. En alerte, un gyrophare bleu clignote au poste d'accueil. L'exploitant doit faire un rapport en cas d'impact sur la station ou si l'ellipse de l'impact passe dans l'emprise de la station.</p> <p>L'exploitant présente un exemple de rapport sur lequel est bien présenté le rayon de 20 km autour du site.</p> <p>L'exploitant a bien mis en place une procédure de gestion en cas de déclenchement d'alerte foudre avec un mode opératoire des opérations autorisées ou interdites en alerte.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, il existe une astreinte.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 8 : Vérifications périodiques des réseaux de gaz

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.2.8.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de définir un programme périodique de surveillance et de maintenance permettant d'assurer l'intégrité et l'étanchéité des installations dans le temps. Ce programme comporte notamment un chapitre relatif au suivi spécifique des organes de sécurité et de la protection cathodique conformément aux guides professionnels reconnus.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un programme de vérification sur 10 ans est réalisé sur le site. 10 % des installations sont contrôlés par an, il est vérifié la corrosion des canalisations. Un PSM, programme de surveillance et maintenance spécifique défini les points de contrôle.</p> <p>Concernant le contrôle des protections cathodiques, il est réalisé en alternance annuellement par un organisme externe, et par le pôle intégrité interne NaTran.</p> <p>Le contrôle est visuel. En cas de doute, des « caractérisateurs » sont envoyés sur site pour constater la corrosion et réaliser si nécessaire des prises de mesures. Si la corrosion est supérieure au seuil de tolérance, les tuyauteries sont remplacées.</p> <p>Toutes les opérations sont suivies (contrôle, maintenance...) et sont tracées dans la GMAO du site. A laquelle s'ajoutent les fiches travaux (accord du niveau supérieure pour intervention car pour certains travaux les installations doivent être indisponibles). C'est par exemple, le cas du contrôle du bouton arrêt d'urgence pompier réalisé en mars 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté le programme comportant bien un chapitre sur le suivi spécifique des organes de sécurité et de la protection cathodique.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 9 : Surveillance des zones pouvant être à l'origine de risques

|                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.4.4 - 7.5.9 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.4.4 - Détection</u></p>           |

Conformément aux engagements qui figurent dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]

#### Article 7.5.9 Entretien de la végétation

L'exploitant assure l'existence et l'entretien d'une bande de 20 mètres de largeur entre la clôture du site et la forêt en retrait, qui soit en permanence suffisamment peu végétalisée pour empêcher la propagation d'un éventuel incendie.

#### **Constats :**

Le site dispose d'un réseau de détecteurs (incendie et gaz) avec report d'alarme en cas de contrôle.

L'exploitant dispose d'une liste des détecteurs avec fonctionnalité (liste dans le dossier technique de chaque installation avec les synoptiques des capteurs et liste communiquée pour les rapports de surveillance). Leur surveillance est semestrielle (dernier rapport de surveillance 11 septembre 2024).

Les opérations d'entretien sont incluses à la GMAO.

Il est constaté l'existence d'une bande de 20 m entre la clôture du site et la forêt en retrait.

L'entretien est réalisé principalement par écopaturage. L'arrivée des moutons est programmée la semaine suivant la visite d'inspection. Il est prévu avant cela le retrait de quelques branches présentes dans la bande de 20 m résultants des forts coups de vent de l'hiver 2024/2025.

Si certaines choses ne sont pas mangées par les moutons, une action mécanique est alors programmée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Ressources en eau d'extinction et moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2015, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Par ailleurs, l'établissement dispose de matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre et en particulier :

- 2 Appareils Respiratoires Isolants
- à proximité des lieux de transfert, manipulation ou emploi de liquides inflammables, de couvertures anti-feu ;

- à proximité des lieux d'emploi ou de stockages de produits polluants et/ou dangereux de :

- une réserve de sable meuble et sec adaptés au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;

- de matériels de protection individuelle, sans préjudice des dispositions du code du travail, adaptés aux \*risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre ;
- un matériel portable permettant de détecter une fuite de gaz.

Les matériels de lutte contre l'incendie sont périodiquement contrôlés. Le personnel est formé à l'utilisation de ces équipements. Des exercices de lutte contre l'incendie sont effectués périodiquement. Au moins une fois par an, un exercice avec essais des matériels est réalisé.

#### Constats :

Lors de la visite, il est constaté la présence de :

- 2 Appareils Respiratoires Isolants dans un local à proximité du poste d'accueil ;
- à proximité de l'aire de dépotage, d'une couverture anti-feu à l'abri dans une armoire ;
- à proximité des lieux d'emploi ou de stockages de produits polluants et/ou dangereux de :
  - d'une réserve de sable meuble et sec adaptés au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- \* d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage et de matériels de protection individuelle, : gants, sur-lunette notamment entreposés dans un local à proximité et qui sont déplacés sur les zones concernées lors des dépotages par exemple ;
- de plusieurs dispositifs portables permettant de détecter une fuite de gaz.

Les extincteurs sont contrôlés annuellement. Le dernier contrôle a été réalisé le 28 mai 2024 par DESAUTEL. Le contrôle 2025 est programmé fin pour fin mars 2025.

L'exploitant a justifié de la formation du personnel à l'utilisation de ces équipements. Des exercices de lutte contre l'incendie avec manipulation de matériel sont effectués périodiquement par les employés du site sur site ou sur d'autres sites NaTran.

**Constat 07-18032025 : non-conformité** : depuis la réorganisation de NaTran en janvier 2024, il n'est plus réalisé d'exercice annuel sur le site avec essais des matériels.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 07-18032025 : l'exploitant devra réaliser un exercice annuel sur le site avec essais des matériels.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois